



There are alternatives: Africa

Guide for policy makers

This report provides an overview of alternatives to immigration detention in Africa. Drawing from examples in 32 African countries, the report highlights some of the measures in place that contribute to the effective and humane governance of migration, while avoiding the use of unnecessary immigration detention.

African policy makers are facing both internal and external pressure to manage migration more effectively. The research undertaken for this report demonstrates that:

- Many African States are managing migration well with strategies that respect rights and support preferred outcomes in a cost-effective manner
- Alternatives to immigration detention are found in a wide range of contexts across the region
- Non-government organisations (NGOs) are at the forefront of developing and implementing alternatives to detention in this region
- Alternatives for vulnerable groups, such as children and survivors of trafficking, are more widely available

This report is of particular use for immigration authorities and other departments responsible for domestic policy. The following areas are of specific interest to these key departments:

- There are existing State commitments – including national, regional and international laws and regulations – to develop and implement alternatives to detention
 - There are authorities in the region that can provide technical expertise in the development and/or expansion of alternatives to detention
 - A wide range of examples of alternatives to detention can be used to develop or expand implementation in your national context, with shared benefits for migrants and citizens
-

This report will also be of value for government officials engaged in international and regional diplomatic roles. Specifically, it enables diplomats to:

- Identify avenues to protect your own citizens from immigration detention in other States through alternatives to immigration detention, and use this to advocate for those citizens during bilateral meetings
- Identify and expand opportunities for shared regional approaches that assist in reducing the need for immigration detention
- Name positive examples of domestic and regional law, policy and practice
- Draw from such positive examples to support arguments for particular commitments in inter-governmental agreements, such as the Global Compact on Migration and the Global Compact on Refugees

I wish you well in your endeavors to provide an effective and humane migration governance system.

Sincerely,



**Commissioner
Maya Sahli Fadel**



High-level political commitments

- ✓ Fifteen Southern African States have committed to “develop and implement alternative options to detention,” as well as implement MDSA Regional and National Action Plans to oversee progress.¹
- ✓ The New York Declaration, adopted unanimously by all 193 UN Member States in 2016, includes State commitments to pursue alternatives to immigration detention and to work towards ending child immigration detention. These principles are now being transposed into a set of actionable commitments via the Global Compact on Refugees and the Global Compact on Safe and Orderly Migration. The IDC has outlined milestones for the Compacts through a Roadmap on alternatives to detention² and one on ending immigration detention of children.³
- ✓ **Zambia, Botswana, South Africa and Zimbabwe** are focus countries of UNHCR’s Global “Beyond Detention” Strategy,⁴ resulting in coordinated national work to reduce detention and expand alternatives.





Manuel pour les responsables des politiques migratoires

Ce rapport donne un aperçu des alternatives possibles à la détention des migrants en Afrique. A partir d'exemples de 32 pays africains, le rapport met en évidence quelques-unes des mesures qui sont en place et qui contribuent à une gestion migratoire efficace et humaine, tout en évitant un usage inutile de la détention des migrants.

Les responsables africains des politiques migratoires font face à des pressions à la fois internes et externes pour gérer les migrations de façon plus efficace. La recherche effectuée pour ce rapport démontre que:

- De nombreux Etats africains gèrent bien la migration avec des stratégies qui respectent les droits et permettent des résultats souhaités de façon moins onéreuse
- On trouve les alternatives à la détention des migrants dans des contextes variés à travers la région
- Les organisations non-gouvernementales (ONGs) sont au premier plan dans le développement et la mise en œuvre des alternatives à la détention dans cette région
- Les alternatives pour les groupes les plus vulnérables, comme les enfants et les victimes de traite des personnes, sont plus largement accessibles

Ce rapport est d'une utilité particulière pour les services d'immigration et pour d'autres services responsables des affaires intérieures. Les domaines suivants ont un intérêt particulier pour ces services clés:

- Il existe des engagements concrets des Etats – y compris des lois et réglementations nationales, régionales et internationales – pour développer et mettre en place des alternatives à la détention
- Il y a des autorités dans la région qui peuvent apporter une expertise technique dans le développement et/ou l'expansion des alternatives à la détention
- On peut se baser sur un grand choix d'exemples pour développer et mettre en place des alternatives à la détention, dans votre contexte national, avec des avantages partagés pour les migrants et les citoyens

Ce rapport aura aussi une valeur particulière pour les responsables gouvernementaux chargés de rôles diplomatiques internationaux et régionaux. Particulièrement, il permettra aux diplomates:

- D'identifier des moyens pour protéger vos citoyens d'une détention liée à l'immigration dans d'autres pays, et d'utiliser ces alternatives pour un plaidoyer en faveur de vos citoyens dans les réunions bilatérales
- D'identifier et d'étendre les opportunités pour des approches régionales qui aident à réduire le recours à la détention des migrants
- De nommer des exemples positifs de lois, de règlements et de pratiques intérieurs et régionaux
- De se baser sur ces exemples positifs pour soutenir les arguments pour des engagements particuliers dans les accords inter-gouvernementaux, tels que le *Pacte mondial pour les migrations* et le *Pacte mondial sur les réfugiés*.

Je vous souhaite tout le succès dans votre entreprise d'assurer un système de gestion migratoire efficace et humain.

Cordialement,



**Commissaire
Maya Sahli Fadel**

Rapporteur Spécial des Réfugiés, Demandeurs d'Asile, Déplacés Internes, Migrants et Apatrides en Afrique. Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.

Engagements politique de haut niveau

- ✓ Quinze Etats africains du sud se sont engagés à "développer et mettre en place des alternatives possibles à la détention", ainsi que de mettre en œuvre des Plans d'Actions pour contrôler leur progrès.ⁱ
- ✓ La Déclaration de New York, adoptée unanimement par tous les Etats membres des Nations Unies en 2016, comprend les engagements des Etats à trouver des alternatives à la détention des migrants et à travailler pour mettre fin à la détention des enfants migrants. Ces principes sont actuellement en train d'être inscrits dans un ensemble d'engagements concrets via le "*Pacte mondial sur les réfugiés*" et le "*Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières*." Le IDC a défini les étapes importantes dans les Pactes à travers une feuille de route sur les alternatives à la détentionⁱⁱ et sur la fin de la détention des enfants migrants.ⁱⁱⁱ
- ✓ **La Zambie, le Botswana, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe** sont les pays d'intérêt pour la stratégie globale de UNHCR *Au-delà de la détention*^{iv}, avec comme résultat un travail national coordonné pour réduire la détention et développer des alternatives.

i Durant les dialogues MDSA en 2016, le langage a évolué de "explorer" à "développer et mettre en place" des options alternatives à la détention à travers le partage de pratiques existantes dans la région et ailleurs dans le monde, et à travers des consultations avec des experts, des organisations et des institutions compétents. Voir MDSA, 2016 Zimbabwe rapport, 1.7 https://www.iom.int/sites/default/files/our_work/ICP/RCP/English-Final-Report-MDSA-2015.pdf (consulté le 20/12/16) ; Les ministres ont discuté des mises à jour pays pendant le troisième dialogue au niveau ministériel, septembre 2017. Par exemple, le gouvernement du Zimbabwe est en train de réaliser leur propre processus en interne pour aboutir à un plan d'action sur les Alternatives à la Détention. OIM Zimbabwe a achevé un atelier avec les acteurs étatiques concernés sur les Alternatives à la Détention en septembre 2017. Zimbabwe data membres, 2018; Zimbabwe Plan d'Action National mise à jour, 2018

ii Feuille de route des Alternatives à la Détention pour les *Pactes Mondiaux*, IDC, 2018, <https://idcoalition.org/wp-content/uploads/2018/02/631-Roadmap-v4-Press.pdf>

iii Cet outil de plaidoyer a été développé par IDC dans le cadre de l'Initiative pour les Droits des Enfants dans le *Pacte mondial*, qui comprend la collaboration de plus de 26 organisations avec une expertise dans la promotion des droits de l'enfant dans le monde. "Feuille de route pour la fin de la détention des enfants migrants" IDC, 2018, https://idcoalition.org/wp-content/uploads/2018/02/Roadmap-to-ending-detention_FINAL_12142017.pdf

iv UNHCR's Global Detention Strategy webpage: <http://www.unhcr.org/detention.html>

